

Article 31 du Règlement

[Traduction]

L'Agence spatiale est certes un atout pour la région. Nous avons travaillé dur pour l'obtenir et nous sommes très fiers de l'avoir obtenue.

* * *

LE BUDGET**LA FUIITE DE DOCUMENTS—LA POSSIBILITÉ D'UN ACTE CRIMINEL**

M. Ronald J. Duhamel (Saint-Boniface): Monsieur le Président, après la fuite du 26 avril, nombre de ministres ont maintes fois parlé d'un acte criminel commis par un ou plusieurs criminels. Mais ils n'ont pas fourni de preuves à l'appui de ces accusations.

Et puis soudain, le gouvernement n'y attache plus d'importance. Pourquoi? J'ai ici un article paru dans la *Winnipeg Free Press* du 27 novembre 1984. Il s'intitule: «D'après les notes de Wilson, c'est le Manitoba qui écoper.» Et le sous-titre est intéressant: «Un mémoire secret est oublié dans le hall.»

L'article dit ensuite:

Les notes, ainsi que d'autres documents confidentiels, étaient dans des chemises que Wilson, de passage à Winnipeg hier, a oubliées sur une table, dans le hall d'un hôtel du centre-ville.

Un journaliste a trouvé ces documents confidentiels et il en a avisé l'assistant de Wilson.

Je ne dis pas que c'est une habitude chez le ministre des Finances (M. Wilson), mais il serait peut-être sage de sa part de vérifier si la fuite de la semaine dernière n'est pas liée à un incident semblable.

* * *

[Français]

L'AGENCE SPATIALE**L'INSTALLATION SUR LA RIVE-SUD DE MONTRÉAL**

M. Nic Leblanc (Longueuil): Monsieur le Président, il y a quelques mois, notre gouvernement annonçait qu'il installerait l'Agence spatiale dans la région de Montréal.

C'est avec empressement que tous les organismes de la Rive-Sud se sont unis pour obtenir sur la Rive-Sud de Montréal l'Agence spatiale.

Je tiens aujourd'hui à remercier la Chambre de commerce de la Rive-Sud, la Société du Progrès de la Montérégie, la Société Montérégienne de développement, les maires, les députés provinciaux, de s'être unis à nous, les députés fédéraux, dans cette démarche importante pour notre région.

Merci de cet appui, gens de la Rive-Sud de Montréal!

* * *

[Traduction]

LES ARMES NUCLÉAIRES**L'INSTALLATION DE CERTAINS MISSILES**

M. Joseph Volpe (Eglinton—Lawrence): Monsieur le Président, les États-Unis ont décidé de mettre sur rails 50 missiles MX, contenant chacun 10 ogives nucléaires. Une seule de ces ogives est 20 fois plus puissante que la bombe atomique lancée sur Hiroshima.

La moitié de ces armes nucléaires seront installées dans l'ouest des États-Unis, près de la frontière canadienne. En période de crise, les États-Unis pourraient, dans le but d'éviter une attaque nucléaire, profiter de la proximité du Canada pour rapprocher les missiles de la frontière canadienne ou même les faire passer sur notre territoire. Le Canada deviendrait alors une cible en cas de conflit nucléaire.

J'ai déjà soulevé la question à la Chambre avant même que les Américains annoncent leur décision. Cette fois-là, comme aujourd'hui, le gouvernement s'est refusé à tout commentaire.

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Clark) et le premier ministre (M. Mulroney), devraient profiter des entretiens qu'ils auront avec les Américains au sujet du débat qui se poursuit au sein de l'OTAN, pour obtenir d'eux la garantie qu'ils ne déploieront pas sur le territoire canadien leur système d'armes nucléaires mobile. Le gouvernement doit s'opposer à tout ce qui compromet la sécurité et la souveraineté du Canada.

* * *

L'ASSURANCE-CHÔMAGE**LES MODIFICATIONS PROPOSÉES—ON DEMANDE DES AUDIENCES PUBLIQUES**

M. Ron Fisher (Saskatoon—Dundurn): En compagnie du député d'Essex—Windsor (M. Langdon) et de la députée de Mission—Coquitlam (M^{me} Langan), j'ai rencontré des représentants de 22 organisations qui s'intéressent au sort qui sera celui des Canadiens moyens et de leurs familles si jamais le gouvernement met en oeuvre les changements qu'il propose au Régime d'assurance-chômage.

Lesdits représentants ont exprimé leurs vives appréhensions au sujet des projets du ministre concernant les travailleurs de notre pays. Ils ont déclaré sans ambages que le gouvernement devrait tenir dès maintenant des audiences publiques partout au Canada de façon que les Canadiens puissent instruire le gouvernement des réalités de la vie.